



LU POUR VOUS

l'union

10/01/2018

Tous deux les jours, un Policier agressé !



Po-li-ciers en colère ! Po-li-ciers en colère ! » Drapeaux au vent, sifflets à la bouche, une centaine de policiers ont manifesté hier midi devant le commissariat de Reims. Ils étaient également une soixantaine à Châlons-en-Champagne et une quinzaine à Épernay, tous réunis à l'appel du syndicat Unité SGP FO Police qui organisait pareils rassemblements partout en France pour dénoncer les violences subies par les forces de l'ordre. L'affaire de Champigny-sur-Marne, fortement médiatisée après la diffusion d'images sur les réseaux sociaux, obligeant les politiques à réagir, a déclenché l'actuel mouvement de colère, mais les policiers tiennent à rappeler que c'est au quotidien que nombre d'entre eux se font agresser. Ils furent près de 7 000, en 2016, à être blessés. Si dans la circonscription de police de Reims, les « violences sur agent de la force publique » ont

légèrement diminué (180 en 2017, contre 191 en 2016), la moyenne reste quand même **d'une agression tous les deux jours**.

À **Châlons-en-Champagne**, la nuit de la Saint-Sylvestre n'a pas non plus épargné les fonctionnaires. Deux d'entre eux ont violemment été pris à partie par un groupe d'individus. « À Reims, Châlons ou Épernay, on n'a rien à envier aux banlieues parisiennes. On subit les mêmes outrages, les mêmes rébellions, les mêmes violences tous les jours », assure **Jean-Christophe Lahanque, délégué syndical SGP** au commissariat de Châlons.

« Même si le risque zéro n'existe pas, nous ne choisissons pas ce métier pour nous faire agresser », ajoute son collègue d'Épernay, **Tristan Pineau**. « Or, les agressions sont de plus en plus fréquentes. Elles sont parfois filmées, comme si «casser du flic» devenait un sport national. Nous avons besoin de nous sentir soutenus et protégés. Cela passe par une réponse pénale immédiate et l'application des peines prononcées. Que les délinquants n'aient pas un sentiment d'impunité et de force, et réfléchissent à deux fois avant d'agresser un représentant de l'ordre public. »

Ce mercredi, le ministre de l'Intérieur Gérard Collomb doit recevoir toutes les organisations syndicales représentatives. « Il faut que le gouvernement prenne conscience de la gravité de ces déchaînements de violence à l'encontre des policiers, et que la justice de notre pays fasse preuve de la plus grande fermeté à l'encontre des voyous qui s'en prennent aux représentants de l'État », martèle **Christian Pous**, en poste à Reims et **secrétaire régional Unité SGP police**

À Épernay, il y a huit ans :

Son syndicat propose plusieurs pistes : « Création de tribunaux chargés exclusivement de traiter tous les cas de violence contre les policiers, gendarmes, pompiers, gardiens de prison » ; « création d'un pool de magistrats spécialisés [pour mettre fin à] la variable d'ajustement en fonction de l'état d'esprit du magistrat » ; « révocation systématique des sursis pour les auteurs » ; « criminalisation » de certaines atteintes physiques envers les représentants de l'État.

Dans la Marne, la dernière affaire la plus grave est celle de ce brigadier de police d'Épernay grièvement blessé par un jet de parpaing reçu à la tempe, lors d'une émeute au quartier Bernon en mars 2010. Il était resté plusieurs jours dans le coma, entre la vie et la mort. Huit ans après, il garde encore des séquelles de l'agression et n'a jamais pu reprendre son travail. L'auteur, mineur, avait été condamné à six ans de prison.

UNITÉ SGP
POLICE
FORCE OUVRIÈRE

On ne lâche rien !

www.unitesgppolice.com

FSMI
FORCE OUVRIÈRE
Fédération de Syndicats du Ministère de l'Intérieur